



Caractéristiques géographiques

Langue officielle : français

Superficie : 342 000 km²

Population : 5,5 millions d'habitants

Densité : 16,1 habitants/km²

Taux de croissance démographique : 2,5 %

Part de la population urbaine : 67,8 %

Économie

Notation de la dette souveraine (Fitch, 2020) : CCC

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2019 : 149^e/189

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA, 2020) : 2,7

Taux de change effectif réel (moyenne 2016-2020, base 100 en 2010) : 101,2 (97,9 pour la CEMAC)

Classification Banque mondiale : pays à revenu intermédiaire inférieur

Risque de surendettement : en crise de surendettement

PIB par habitant (2020) : 2 280 dollars

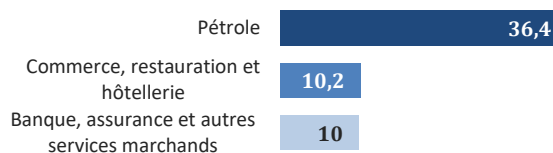
Taux de croissance (2020) : - 6,0 %

Inflation (2020) : 0 %

PIB (2020) : 6 385,1 milliards de francs CFA

Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2016-2020)



Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2016-2020)



Développement humain et infrastructures



64,3 ans

Espérance de vie



37,0 %

Population sous le seuil de pauvreté



73,8 %

Accès à l'eau potable



4,8 %

Mortalité infantile



48,9

Inégalité de revenus (coefficient de Gini)



48,3 %

Accès à l'électricité



21,2 %

Malnutrition infantile



80,3 %

Alphabétisation des adultes



95,3

Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants



137/191

Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)



26,0 %

Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque



67,6 %

Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

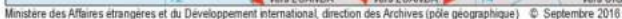
AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

Cette monographie a été réalisée par le [service Afrique et Développement](#) de la Banque de France. Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2021 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).

Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).

Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.



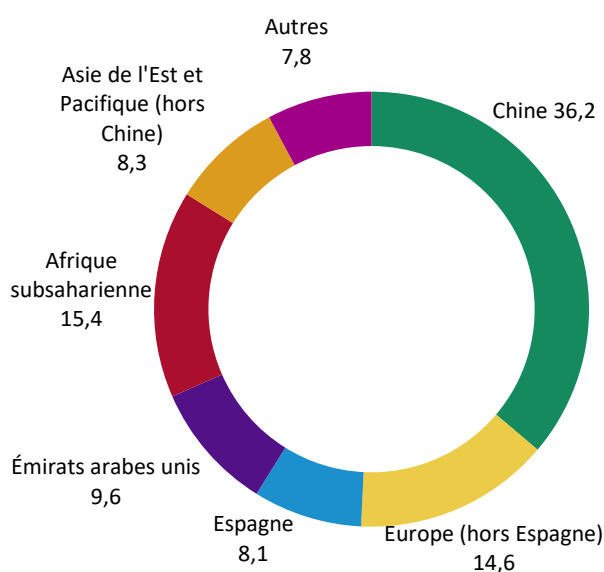
Faits saillants

- **La crise de la Covid-19, conjuguée à un recul de la production pétrolière, pèse fortement sur l'activité économique depuis 2020.** Cette dernière reculerait ainsi de 6 % en 2020 et, selon la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), de 3,8 % en 2021, soit une troisième baisse annuelle consécutive (– 0,2 % en 2019). Stables en 2020, les prix à la consommation progresseraient de 2,9 % en moyenne annuelle en 2021.
- **Les équilibres budgétaires et extérieurs se sont nettement dégradés.** Alors qu'elle dégagait un surplus de plus de 5 % du PIB en 2019, l'exécution budgétaire s'est soldée par un déficit de 1 % du PIB en 2020. En 2021, les efforts de consolidation budgétaire entrepris permettraient de dégager un excédent de 0,8 % du PIB. Le recul des importations de biens et services a tout de même atténué la dégradation du solde courant, qui est ressorti légèrement positif en 2020.
- **Le poids de la dette publique (96 % du PIB fin 2020) demeure préoccupant.** Les accords de restructuration signés avec la plupart des créanciers bilatéraux et la suspension temporaire du service de la dette réalisée dans le cadre de l'ISSD (Initiative de suspension du service de la dette) ont toutefois permis d'alléger cette charge. La soutenabilité de la dette à moyen terme demeure tributaire de la renégociation des dettes auprès des créanciers privés.
- **L'enjeu principal des politiques de développement demeure la diversification économique,** afin de réduire la vulnérabilité du pays aux fluctuations des prix du pétrole et à l'épuisement progressif des ressources. La résilience au changement climatique et la mise en valeur du capital environnemental congolais constituent également des défis d'importance croissante.
- **Le président sortant Denis Sassou-Nguesso a été réélu en mars 2021** avec 88 % des suffrages pour un quatrième mandat présidentiel de cinq ans. Les élections législatives devraient se tenir en juillet 2022.

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

Le développement rapide du secteur pétrolier observé depuis 2015-2016 s'est interrompu en 2020 dans le sillage de la crise. En l'absence de nouveaux gisements majeurs, le rendement des gisements en exploitation du pays tend à diminuer, les champs mis en production en 2017 – dont le plus important, Moho Nord – étant arrivés à maturité). Le pays demeure le troisième producteur d'Afrique subsaharienne (ASS) et le premier exportateur de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), pour 36 % du total à destination de la Chine sur 2015-2019. Les réserves effectives de pétrole (3 000 millions de barils) permettent de maintenir le niveau de production actuel pour une durée d'environ vingt-six ans.

Destinations des exportations du Congo (2015-2019)
(en %, moyenne sur 5 ans)



Sources : BACI (CEPII) et calculs Banque de France.

Principales productions et prix d'achat aux producteurs du Congo

	2018	2019	2020
Pétrole brut (en millions de tonnes)	16,7	17,0	15,5
Prix du baril de pétrole congolais (en dollars)	68,8	64,4	40,8
Prix moyen à l'export (en milliers de francs CFA par tonne)	276,4	273,2	169,5
Gaz naturel (en millions de tonnes)	0,1	0,1	0,1
Prix moyen du gaz congolais (en dollars)	460,7	371,3	303,5
Bois tropicaux			
Production de bois (en milliers de m3)	2 066,2	2 252,9	2 413,3
dont grumes	1 650,0	1 806,7	1 933,2
Exportations de grumes, sciages et dérivés (en milliers de m3)	997,1	988,0	1 075,9
Prix moyen à l'exportation (en milliers de francs CFA par m3)	142,1	142,7	144,6
Rondins d'eucalyptus (en milliers de tonnes)	0,0	0,0	0,0
Sucre de canne (en milliers de tonnes)	57,6	59,5	62,0

Sources : BEAC et administrations nationales.

Cette croissance rapide a débouché sur un renforcement de la spécialisation sectorielle et géographique en faveur des hydrocarbures. Ce secteur représentait 34 % du PIB, 79 % des exportations en valeur et 55 % des revenus budgétaires en moyenne sur la période 2015-2019. Si la part du secteur tertiaire a stagné autour de 33 % du PIB, celle du secteur secondaire a diminué entre 2015 et 2019, passant de 26,4 % à 14,6 %. Cette baisse reflète essentiellement le recul significatif du secteur du bâtiment et travaux publics (BTP) sur la période, marquée par un ralentissement des investissements publics. Les deux principaux débouchés sont la Chine et l'Union européenne, qui représentent respectivement 36 % et 23 % du total des exportations.

Les indicateurs de développement humain demeurent faibles. Le pays se situe au 149^e rang du classement par indice de développement humain (IDH) en 2020. Le niveau de pauvreté demeure élevé (37 % de la population sous le seuil de pauvreté en moyenne sur 2008-2018) et l'espérance de vie à la naissance faible (64,3 ans en moyenne en 2017) et de fortes disparités de revenus. Une croissance plus inclusive permettrait de réduire ces dernières, notamment la dichotomie entre zones urbaines et rurales et favoriserait la création de nouveaux emplois, facteur de réduction du taux de chômage, notamment chez les jeunes (21,6 % des moins de 25 ans en 2019 d'après la Banque Mondiale).

L'inflation sur longue période est plus faible au Congo (moyenne annuelle de 2,3 % entre 2010 et 2020) qu'en ASS¹ (8,6 %), en partie grâce à l'ancrage du

franc CFA à l'euro. Elle est proche de celle constatée dans l'ensemble des pays à taux de change fixe (2,1 %) et de celle des membres des coopérations monétaires Afrique-France (1,7 %).

Le développement financier progresse, mais reste faible. La part de la population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte bancaire augmente en effet (26 % en 2017, contre 10 % en 2011 selon Findex), principalement grâce au développement de la banque mobile (95,3 % de la population possède un abonnement à la téléphonie mobile). Néanmoins, le rôle du système bancaire dans le financement du secteur privé demeure limité : les crédits à l'économie représentent seulement 17 % du PIB en 2020, contre 46 % en ASS, et sont essentiellement accordés à court ou moyen terme.

CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

Bien que le pays ait été relativement épargné par la pandémie (14 300 cas et 197 décès recensés à fin septembre 2021), l'activité économique a été fortement affectée par les effets internationaux de la crise sanitaire. Déjà atone en 2019 (– 0,2 %), le PIB réel s'est fortement contracté en 2020, à hauteur de 6,0 %, avant tout du fait du recul de la production pétrolière (– 8,2 % en un an), en lien notamment avec la forte baisse de la demande mondiale, des prix du pétrole en 2020 (– 37 % pour le brut congolais) et de la diminution des rendements pétroliers. Le secteur pétrolier a ainsi pesé

¹ Source : Moyenne pondérée par les PIB nationaux.

sur l'activité, à hauteur de – 3,9 points de pourcentage (pp) de PIB, contre – 2,1 pp de PIB pour le secteur non pétrolier. Outre l'impact indirect du repli du secteur pétrolier, le secteur non pétrolier a pâti d'une baisse de la consommation, en raison notamment du confinement national du 31 mars au 18 mai 2020 puis de l'état d'urgence sanitaire prolongé en 2021. Indépendamment de la fermeture des commerces, restaurants, transports et lieux publics, ces mesures de distanciation sociale affectent également les échanges informels. En 2021, la baisse de l'activité atteindrait 3,8 % selon le scénario de base de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), en liaison avec la baisse de la production pétrolière (contribution de – 4,3 pp du PIB). Ce scénario central apparaît fortement conditionné par l'ampleur de la reprise du marché du pétrole en 2021, qui constitue un facteur clé tant de la reprise économique que de la soutenabilité de la dette.

La crise de la Covid-19 a fortement accentué la prévalence de la pauvreté. Dans le sillage de la baisse du PIB par tête de près de 23 % en 2020, la part de la population sous le seuil de pauvreté a augmenté de 4 % en 2020, tandis que la scolarisation des enfants a été très limitée (76 jours d'ouverture dans l'année). De possibles effets à long terme de la pandémie² sur le développement durable, notamment des risques de résurgence épidémique à l'instar d'Ébola, sont possibles du fait du faible niveau de vaccination. Seuls 2,1 % de la population est entièrement vaccinée au 19 novembre 2021, dans une région ouverte aux mouvements humains, notamment les départements bordant la rive du fleuve Congo (Cuvette, Plateaux, Likouala et Pool), limitrophes à la République démocratique du Congo (RDC).

Le niveau des prix est demeuré stable en 2020. La baisse de la demande interne engendrée par la récession a en effet globalement compensé les tensions inflationnistes consécutives aux difficultés d'approvisionnement et de transport. L'inflation dépasserait son niveau d'avant-crise en 2021 (+ 2,9 %, soit légèrement en dessous du plafond communautaire de 3 %), en raison d'une hausse du prix des biens importés alimentaires, mais surtout pétroliers.

Activité économique et inflation au Congo.

(en %)

	2018	2019	2020	2021
Variation annuelle du PIB	1,1	- 0,2	- 6,0	- 3,8
Inflation (en moyenne annuelle)	1,2	2,3	0,0	2,9

Note : Prévisions pour 2021.

Source : BEAC.

Fortement excédentaire en 2019, le solde base engagements (dons compris) enregistre un déficit de 1,0 % du PIB en 2020. Le recul de la production pétrolière, combiné avec celui du brut congolais a entraîné une baisse de près de 50 % des recettes pétrolières, à 651 milliards FCFA en 2020, seulement partiellement compensée par la forte croissance des dons extérieurs (à 100 milliards en 2020). Les dépenses publiques ont également reculé de 10,4 %, en lien avec la suspension des paiements d'intérêts sur la dette extérieure dans le cadre de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD), mais également à un recul des investissements publics sur emprunts extérieurs (– 35,2 %). Le Congo n'a en revanche pas bénéficié de financement d'urgence du Fonds monétaire international – FMI (IFR ou FCR³) en 2020-21.

L'exécution budgétaire devrait de nouveau dégager un excédent en 2021 (+ 0,8 % du PIB) en raison du rebond attendu des recettes pétrolières et d'une rationalisation des dépenses de fonctionnement de l'État (– 7,5 %), notamment grâce à une diminution progressive des subventions à la raffinerie nationale. La reprise des investissements publics, essentielle au redressement économique, sera néanmoins préservée (+ 1,8 pp., à 4,7 % du PIB prévu en 2021). Le poids de la dette publique (partiellement renégociée en 2019) a augmenté en 2020, passant de 83 % du PIB en 2019 à 96 % du PIB en 2020 selon la BEAC. Si la soutenabilité de la dette publique s'est fortement améliorée, elle demeure classée en risque élevé⁴, car tributaire de la restructuration de la dette extérieure et de l'apurement des arriérés extérieurs.

Les autorités et le FMI sont parvenus en novembre 2021 à un accord sur un programme de trois ans au titre de la facilité élargie de crédit (FEC). D'un montant

² Clerc (M.), Jacolin (L.), Lemaire (T.), Viltard (N.) (2021) « Renforcer le soutien de la communauté internationale en faveur de l'Afrique pour répondre à la crise », Ferdi Policy Brief B220.

³ IFR, instrument de financement rapide ; FCR, facilité de crédit rapide.

⁴ Fonds monétaire international (2021), communiqué de presse n° 21/325, <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2021/11/07/IMF-Staff-Reaches-Staff-level-Agreement-Extended-Credit-Facility-Arrangement-Republic-Congo>

de 324 millions de droits de tirage spéciaux (DTS), le programme vise à impulser une reprise économique dans le contexte de la pandémie et, dans les années à venir, à favoriser une croissance plus élevée, plus résiliente et inclusive. Il est assorti de réformes structurelles dont l'objectif est d'améliorer la gouvernance et la qualité de la gestion des finances publiques, notamment celle de la dépense publique. Il donne la priorité aux dépenses sociales et d'infrastructures telles qu'insituées par le Plan national de développement (PND) 2022-2026, les autorités s'étant par ailleurs engagées à utiliser l'espace budgétaire débloqué par les renégociations de dette pour augmenter les dépenses publiques en réponse à la pandémie (article IV, septembre 2021). Ce programme demeure à ce stade soumis à l'examen et à l'approbation du conseil d'administration.

Le solde de la balance courante a dégagé, en 2020, un faible excédent s'élevant à 53,4 milliards FCFA (0,8 % du PIB), contre un déficit de 62,7 milliards en 2019 (0,8 % du PIB). Le recul significatif des exportations pétrolières (- 44,3 %) a en effet été plus que compensé par un recul significatif des importations de biens et services. Ce dernier mouvement s'explique par la chute de la consommation totale (contribution de - 8,0 pp à la variation du PIB réel) et par des investissements privés en berne (- 4,1 pp), dont les contenus en importations sont élevés. Le solde du compte courant devrait ainsi rester légèrement positif en 2021 (+ 42,2 milliards).

Le secteur bancaire est constitué de 11 établissements de crédit (dont la BGFIBank et la Banque sino-congolaise pour l'Afrique) et près de 60 établissements de microfinance, ce dernier secteur étant dominé par le groupe des Mutuelles congolaises d'épargne et de crédit (Mucodec).

Après avoir stagné en 2019, l'activité bancaire a fortement progressé en 2020. Le bilan agrégé des établissements de crédit s'est accru de 15,7 % en raison du dynamisme des activités avec la clientèle, notamment avec l'État, des opérations diverses et des opérations de trésorerie et interbancaires. Les crédits à l'économie ont également augmenté de 3 %, en particulier ceux de moyen et long terme. Alors qu'elle s'était établie à un niveau très faible en 2019 (1,1 %) du fait notamment de pertes exceptionnelles, la rentabilité du système bancaire a rebondi à 9 % en 2020, essentiellement grâce à un report de bénéfice des exercices précédents et à l'augmentation des produits sur portefeuilles, de trésorerie et interbancaires et exceptionnels. En liaison avec les remboursements d'arriérés internes de l'État, le

taux brut de créances en souffrance a diminué de 28,1 % à 21,7 %, tandis que le provisionnement de ces créances s'est nettement amélioré, passant de 35,9 % à 50,0 %. Enfin, la liquidité du système bancaire s'est améliorée (ratio de liquidité à 174,4 %, pour un plancher de 100 %), alors que le ratio de couverture des risques par les fonds propres, quoiqu'en baisse significative, est demeuré confortable (16,4 %, pour un plancher de 8 %).

ENJEUX ET DÉFIS

La soutenabilité de la dette publique demeure l'enjeu économique le plus préoccupant à court terme. Selon l'analyse de soutenabilité du FMI (septembre 2021), la dette intérieure (38 % du total de la dette à fin 2020) inclut notamment des arriérés commerciaux audités (pour près de 9 % du PIB), salariaux et d'allocations sociales (6 % du PIB). La dette extérieure est majoritairement détenue par la Chine et des entreprises chinoises (23 % du PIB) ainsi que par des négociants pétroliers (17 % du PIB). À court terme, la soutenabilité de la dette a été favorisée par d'importants rééchelonnements du service de la dette au titre de l'ISSD, à hauteur de 333,2 millions de dollars, soit 2,6 % du PIB, entre mai 2020 et décembre 2021 (dont 132 millions par la Chine, soit la moitié de la dette contractée envers le pays) et par l'apurement d'arriérés intérieurs, essentiels à la reprise de l'activité. Le remboursement, fin 2020, de 332 milliards de francs CFA (5,1 % du PIB) d'arriérés domestiques a notamment été financé par le « Club de Brazzaville », un groupe de banques congolaises, sous la forme de titres d'État d'une maturité de huit ans à 6,5 %.

À moyen et long terme, la soutenabilité de la dette dépend avant tout des renégociations de dette externe engagées avec les créanciers bilatéraux et d'une amélioration de sa gestion. En 2019, 67 % de la dette contractée auprès de la Chine a été rééchelonnée par un allongement de la maturité résiduelle de quinze ans et une réduction des taux d'emprunt, dorénavant situés entre 1,5 % et 2 %. Concernant la dette auprès de créanciers privés (représentant 7,4 % du PIB d'arriérés), un accord de principe a été trouvé avec deux négociants pétroliers, tandis que les négociations avec un troisième demeurent en cours. L'amélioration de la gestion de la dette publique pourrait notamment s'appuyer, selon le FMI, sur une stratégie de moyen terme prudente (conditions, garanties) et une transparence accrue (création d'une base de données unique et publication régulière des données).

La diversification économique constitue l'enjeu principal du pays. Elle permettrait de limiter la vulnérabilité économique consécutive à l'épuisement des ressources, ainsi qu'aux fluctuations engendrées par la volatilité des cours du pétrole, d'autant plus que la transition énergétique pourrait limiter la demande mondiale adressée au pays dès 2040⁵. Les secteurs clés identifiés par les autorités sont l'agriculture, le tourisme, le développement industriel et l'économie numérique. La loi sur l'approbation du PND 2022-2026 a entériné ce plan fin 2021. Toutefois, trois principaux obstacles demeurent : i) le cadre institutionnel, administratif et réglementaire est pour l'instant peu incitatif, les infrastructures et le capital humain peu développés ; ii) la compétitivité du secteur formel non pétrolier souffre de l'hypertrophie du secteur informel (60-70 % du PIB non pétrolier) ; et iii) l'espace budgétaire réduit rend difficiles les investissements de transition climatique.

Enfin, le changement climatique constitue un défi croissant pour le pays. Les catastrophes naturelles récentes (en 2019 et 2020, des inondations ont touché entre 100 000 et 160 000 personnes, occasionnant un coût de 500 millions de dollars, soit 5 % du PIB) ont illustré la forte vulnérabilité socio-économique au changement climatique, notamment en l'absence de mécanismes assurantiels ou distributifs suffisants. L'adaptation des infrastructures apparaît nécessaire afin d'accroître la résilience du pays, notamment celle de la production agricole. Des investissements dans les domaines de l'éducation, la santé ainsi que l'inclusion financière pourraient également atténuer les effets négatifs des chocs climatiques. La pression du changement climatique sur les finances publiques augmente tant sur les recettes fiscales (moindre croissance économique) que sur les dépenses (reconstruction et adaptation). Elle apparaît d'autant plus forte que les financements verts permettant le soutien à la transition climatique semblent insuffisants aux yeux des autorités. La valorisation en crédits carbone de l'absorption des émissions par la forêt équatoriale congolaise (1,5 % des émissions mondiales) et la prise en compte des efforts de préservation des forêts constituent une question centrale.

⁵ Selon le FMI (article IV, septembre 2021), cette baisse durable de la demande pourrait se traduire par une diminution des exportations de 90 à 110 millions de dollars par an, associées à des pertes de revenus pétroliers de 25 à 30 millions de dollars.

⁶ Les zones économiques spéciales (ZES) ont pour objectif de promouvoir l'industrialisation du Congo en s'appuyant sur les filières forestière,

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

Le PND 2018-2022 se structure autour de six piliers : i) renforcement de la gouvernance ; ii) renforcement et valorisation des ressources humaines ; iii) diversification et transformation de l'économie ; iv) développement et modernisation des infrastructures ; v) développement social et inclusion des groupes défavorisés ; et vi) développement durable et équilibré. Les bailleurs de fonds intègrent leur soutien à ces axes. Parmi les projets en cours financés par la Banque mondiale figurent par exemple le projet d'appui au développement des entreprises et à la compétitivité (25 millions de dollars), le projet d'appui au développement de l'agriculture commerciale (100 millions), le projet de développement des compétences pour l'employabilité (25 millions) et le projet forêt et diversification économique (33 millions).

La CEMAC finance en particulier six projets d'intégration régionale impliquant le Congo. À l'issue d'une table ronde en novembre 2020 pour le financement de ces projets, la Commission de la CEMAC a annoncé avoir levé 3,8 milliards d'euros de promesses de dons, pour un coût total de 4,1 milliards. Plusieurs projets sont focalisés sur l'amélioration des infrastructures de transport : construction des tronçons manquants de la route Ndende-Dolisie du corridor Libreville-Brazzaville (222 millions d'euros) et du port sec de Dolisie du corridor Congo-Gabon (182 millions), mise en place du corridor Brazzaville-Ouesso-Bangui-Ndjamena (605 millions) afin d'ouvrir le pays sur l'axe Nord-Sud. D'autres projets ont trait à la production et l'interconnexion des réseaux électriques et de communications, comme l'aménagement hydroélectrique de Chollet et des lignes électriques associées (1 832 millions) et l'interconnexion du Cameroun avec les pays de la CEMAC par la fibre optique (8,4 millions). Enfin, le développement de l'université inter-États Cameroun-Congo (UIECC) à Sangmélima (4,5 millions), créée en 2012, constitue le principal projet d'intégration régionale des systèmes éducatifs.

L'attractivité du pays s'appuie notamment sur quatre zones économiques spéciales (ZES)⁶ actuellement en

agroalimentaire et des matériaux de construction. Ce sont des zones bénéficiant d'un régime juridique particulier avantageux pour les entreprises, notamment sur le plan fiscal, destiné à attirer les investissements privés.

développement. La plus vaste, Oyo-Ollombo (7 603 km²), est principalement consacrée à l'économie verte (culture, élevage, écotourisme), avec le triple objectif d'assurer la sécurité alimentaire et d'augmenter les exportations tout en créant des emplois. Disposant d'une réserve foncière importante, la ZES de Brazzaville est entre autres destinée aux activités de logistique (transport, conditionnement, stockage) et aux services financiers. Pour sa part, la ZES de Pointe-Noire bénéficie d'un emplacement stratégique pour l'industrialisation (accès à la mer et proximité avec le Gabon et la RDC, aéroport international), avec comme activités principales la transformation des produits pétroliers, l'industrie métallurgique et chimique et l'agroalimentaire. Enfin, la ZES de Ouessou est centrée sur la culture du café, du cacao et du palmier à huile, la région y étant particulièrement propice.

ANNEXE

Congo – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XAF) ; taux et variations en %)

	2017	2018	2019	2020
Ressources	11 255,1	11 733,6	12 207,9	8 944,1
PIB nominal	7 413,9	8 060,5	8 226,8	6 385,1
<i>dont secteur pétrolier</i>	<i>2 261,3</i>	<i>3 641,1</i>	<i>3 648,0</i>	<i>2 074,6</i>
Importations de biens et services	3 841,3	3 673,1	3 981,1	2 559,0
Biens	1 977,0	1 922,0	2 008,7	1 580,3
Services	1 864,3	1 751,1	1 972,3	978,6
Emplois	11 255,1	11 733,6	12 207,9	8 944,1
Consommation finale	4 480,0	3 314,7	3 623,1	2 913,4
Publique	1 067,1	487,3	398,1	304,2
Privée	3 412,9	2 827,3	3 224,9	2 609,1
Formation brute de capital fixe ^{a)}	3 084,4	2 948,4	3 067,8	2 590,6
Publique	531,0	123,1	142,2	186,4
Privée	2 765,5	2 680,1	2 779,4	2 256,9
<i>dont secteur pétrolier</i>	<i>871,3</i>	<i>923,8</i>	<i>1 020,5</i>	<i>510,3</i>
Variations de stocks	- 212,1	145,2	146,2	147,2
Exportations de biens et services	3 690,8	5 470,6	5 517,1	3 440,1
Biens	3 315,4	5 277,8	5 323,7	3 308,0
Services	375,4	192,8	193,4	132,1
Épargne intérieure brute	2 933,9	4 745,9	4 603,8	3 471,7
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 150,5	1 797,5	1 536,0	881,1
Revenus des facteurs	- 905,0	- 1 122,0	- 1 601,4	- 913,9
Épargne intérieure nette	2 028,9	3 623,8	3 002,4	2 557,8
Taux d'investissement (en % du PIB)	41,6	36,6	37,3	40,6
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	- 0,2	1,1	- 0,2	- 6,0
Déflateur du PIB	0,1	0,1	0,0	- 0,2
Prix à la consommation, en moyenne	0,7	1,2	2,3	0,0

a) Y compris variations de stocks.

Source : BEAC.

Congo – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2017	2018	2019	2020
Recettes et dons	1 444,6	1 888,2	2 044,4	1 373,2
Recettes budgétaires	1 415,0	1 882,2	1 987,8	1 273,2
Recettes pétrolières	679,0	1 288,1	1 295,1	651,0
<i>dont impôt sur les sociétés et redevance</i>	45,6	86,5	48,8	41,0
Recettes non pétrolières	736,0	594,1	692,7	622,2
<i>dont recettes non fiscales</i>	11,4	13,5	35,3	59,3
Dons extérieurs (dont annulations PPTE et IADM)	29,6	6,0	56,6	100,0
Dépenses totales et prêts nets	1 857,6	1 461,7	1 604,3	1 437,9
Dépenses courantes	1 447,5	1 320,2	1 354,7	1 223,6
Salaires	390,5	363,2	349,3	351,5
Intérêts	134,1	147,1	241,9	80,0
<i>Sur la dette intérieure</i>	28,7	24,1	23,6	35,0
<i>Sur la dette extérieure</i>	105,4	123,0	218,3	45,0
Autres dépenses courantes	922,9	809,9	763,5	792,1
Dépenses en capital	410,1	141,5	249,6	214,3
Dépenses budgétaires	161,1	91,5	102,9	119,3
Dépenses financées sur emprunts extérieurs	249,0	50,0	146,7	95,0
Dépenses de restructuration	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts nets	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire (hors dons) ^{a)}	- 88,2	593,5	748,5	- 24,7
Solde base engagements (dons compris) ^{b)}	- 413,0	426,5	440,1	- 64,7
Arriérés	0,1	67,0	217,8	- 256,5
Arriérés intérieurs	0,0	0,0	123,8	- 203,0
Arriérés extérieurs	0,1	67,0	94,0	- 53,5
Solde base caisse ^{c)}	- 412,9	493,5	657,9	- 321,3
Financement	412,9	- 493,5	- 657,9	321,3
Financement intérieur	202,6	- 343,9	- 467,4	589,5
Bancaire	101,6	16,7	- 68,8	319,2
Non bancaire	101,0	- 360,5	- 398,6	270,4
Financement extérieur	210,3	- 149,6	- 190,5	- 268,3
Tirages sur emprunts	424,4	44,0	278,0	76,0
Amortissements sur emprunts dette extérieure	- 307,0	- 339,0	- 578,5	- 432,0
Réaménagement de la dette extérieure	57,9	107,4	75,0	52,7
Divers	35,0	38,0	35,0	35,0
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	19,1	23,4	24,2	19,9
Recettes pétrolières	9,2	16,0	15,7	10,2
Dépenses courantes	19,5	16,4	16,5	19,2
Solde base engagements (dons compris) ^{b)}	- 5,6	5,3	5,3	- 1,0
Dette publique	106,6	82,6	83,0	95,6

a) Solde primaire = recettes budgétaires – dépenses courantes (hors intérêts sur dette extérieure) – dépenses budgétaires en capital – dépenses de restructuration – prêts nets.

b) Solde base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses totales et prêts nets.

c) Solde base caisse = solde base engagements + arriérés.

Source : BEAC.

Congo – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2017	2018	2019	2020
a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)	196,4	677,3	- 62,7	53,4
1 - Biens et services	1 099,7	1 797,5	1 536,0	881,1
Balance des biens	1 652,1	3 355,8	3 314,9	1 727,6
Exportations de biens FOB	3 629,1	5 277,8	5 323,7	3 308,0
<i>dont : pétrole</i>	2 695,8	4 336,0	4 390,6	2 444,6
<i>bois tropicaux</i>	155,8	141,7	141,0	155,6
<i>cuivre</i>	57,3	55,3	53,7	29,6
<i>gaz</i>	28,8	23,4	22,3	23,2
Importations de biens CAF	- 2 280,3	- 2 267,9	- 2 370,3	- 1 864,8
Importations de biens FOB	- 1 977,0	- 1 922,0	- 2 008,7	- 1 580,3
<i>dont : secteur pétrolier</i>	- 1 459,9	- 969,5	- 1 008,2	- 584,1
<i>secteur public</i>	- 105,1	- 250,8	- 274,8	- 307,2
Balance des services	- 552,5	- 1 558,3	- 1 779,0	- 846,5
<i>dont fret et assurances</i>	- 300,1	- 341,3	- 356,8	- 281,5
2 - Revenus primaires	- 905,0	- 1 122,0	- 1 601,4	- 913,9
<i>dont intérêts sur la dette</i>	- 942,4	- 1 157,6	- 1 256,9	- 1 183,6
3 - Revenus secondaires	1,7	1,9	2,7	86,2
Administrations publiques	34,1	34,4	34,7	116,0
Autres secteurs	- 32,4	- 32,5	- 32,0	- 29,8
b - Compte de capital	45,2	1,2	51,9	14,3
c - Compte financier	- 758,3	- 442,7	- 15,1	250,2
Investissements directs	- 284,6	227,1	255,6	142,4
Investissements de portefeuille	42,0	- 0,8	- 0,8	- 0,8
Autres investissements	- 515,7	- 669,1	- 269,8	108,5
Financement exceptionnel (pour mémoire)	57,9	174,4	169,0	- 0,8
d - Erreurs et omissions nettes	245,6	- 388,1	133,7	244,2
e - Solde global (a + b - c + d)	- 271,1	- 152,2	107,8	562,1
Solde courant (en % du PIB)	2,6	8,4	- 0,8	0,8
Solde global (en % du PIB)	- 3,7	- 1,9	1,3	8,8

Source : BEAC.

Congo – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2017	2018	2019	2020
Court terme	589	595	561	546
Moyen terme	598	521	498	537
Long terme	24	20	23	31
Total	1 210	1 136	1 082	1 114

Source : BEAC.

Congo – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

Actif	2018	2019	2020	Passif	2018	2019	2020
Valeurs immobilisées	251	282	315	Capitaux permanents	339	342	336
Opérations avec la clientèle	1 137	1 076	1 215	<i>dont fonds propres</i>	<i>253</i>	<i>278f</i>	<i>187</i>
<i>dont créances nettes en souffrance</i>	<i>182</i>	<i>216</i>	<i>140</i>	Opérations avec la clientèle	1 233	1 309	1 623
Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	432	475	621	Opérations diverses	71	87	89
Autres postes de l'actif (sommes déductibles des capitaux permanents et opérations diverses)	63	87	70	Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	240	182	173
Total	1 883	1 920	2 221		1 883	1 920	2 221

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Congo – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2018	2019	2020
Coefficient net d'exploitation ((frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	61,8	70,6	71,8
Coefficient de rentabilité (résultat net / fonds propres)	3,7	1,1	9,0
Taux de marge nette (résultat net / produit net bancaire)	8,0	2,5	21,7
Taux brut de créances en souffrance (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	23,1	28,1	21,7
Taux net de créances en souffrance (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	16,0	20,1	11,5
Taux de provisionnement (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	36,7	35,9	53,0

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Congo – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2018	2019	2020
1. Produits bancaires	1 082	1 418	3 137
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	4	5	8
Produits sur opérations avec la clientèle	87	77	79
Produits sur opérations de crédit-bail et de location simple	3	3	2
Produits sur opérations diverses	978	1 321	3 030
Produits du portefeuille titres et des prêts à souscription obligatoire	11	12	18
2. Charges bancaires	926	1 274	2 998
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	6	7	6
Charges sur opérations avec la clientèle	7	8	10
Charges sur opérations de crédit-bail et de location simple	2	2	2
Charges sur opérations diverses	909	1 256	2 979
Charges sur ressources permanentes	2	1	2
3. Produit net bancaire (1 - 2)	157	144	139
4. Produits accessoires nets	1	4	6
5. Produit global d'exploitation (3 + 4)	158	148	145
6. Frais généraux	86	88	88
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	10	14	12
8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)	61	46	45
9. Provisions nettes sur risques	39	27	25
10. Rentrées sur créances abandonnées/pertes sur créances irrécouvrables	- 3	- 1	- 0
11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)	19	18	19
12. Résultat exceptionnel net	4	- 8	6
13. Résultat sur exercices antérieurs	- 1	0	7
14. Impôts sur les bénéfices	8	7	2
15. Résultat net (11 + 12 + 13 - 14)	13	4	30

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Congo – Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2018	2019	2020
Ratio de couverture des risques (solvabilité)	24,9	29,5	16,4
Rapport de liquidité	176,0	152,0	174,4

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.